



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique**

Arrêté préfectoral n°2026/00295 du **22 JAN. 2026**
portant réglementation complémentaire d'exploitation au titre de la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

REVIVAL S.A.S (groupe DERICHBOURG)
Zone industrielle des Gravieres
6 avenue Winston Churchill
94190 Villeneuve-Saint-Georges

LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1 et R. 181-46 ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination du préfet du Val-de-Marne, monsieur Étienne STOSKOPF ;
- VU** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;
- VU** la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-11 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2021/01663 du 11 mai 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de traitement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E) de type Gros Électroménagers Froid (GEM-F), située 3, route de l'Île Saint-Julien sur le territoire de la commune de Bonneuil-sur-Marne et exploitée par la société REVIVAL ;
- VU** le porter à connaissance de la société REVIVAL située au 3 route de l'Île-Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne, transmis le 26 mars 2025 ;
- VU** le porter à connaissance de la société REVIVAL située au 3 route de l'Île-Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne, transmis le 25 juin 2025 ;
- VU** le rapport de l'unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, référencé DRIAT-IF/UD94/PADVME/AH/2025/N°318 en date du 12 septembre 2025 ;
- VU** la décision n°2024/02603 du 26 juillet 2024 dispensant de réaliser une évaluation environnementale en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

VU le courrier préfectoral en date du 15 octobre 2025, notifié le 20 octobre 2025, informant l'exploitant du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU les observations formulées par l'exploitant par courrier du 3 novembre 2025, complété par courriel daté du 18 novembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société REVIVAL souhaite faire évoluer les modalités d'exploitation de l'usine et les horaires d'ouverture du site ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en particulier à augmenter la quantité de traitement de D3E et de tonne de D3E stockée à respectivement 105 t/j et 462 t ;

CONSIDÉRANT que la modification ne relève pas de la procédure d'évaluation environnementale et qu'elle n'est pas de nature à entraîner des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, ni à présenter des risques nouveaux ou des effets dominos sur les installations existantes ;

CONSIDÉRANT que la modification est notable mais non-substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions techniques afin de prendre en compte ces modifications ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Champ d'application

La société REVIVAL (SIRET : 616 620 092 00083), filiale de DERICHEBOURG, située sur la commune de Bonneuil-sur-Marne, au 3 route de l'Île-Saint-Julien, doit se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son installation.

ARTICLE 2 - Modifications du classement du site

Les tableaux de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2021/01663 du 11 mai 2021 sont remplacés par les tableaux ci-dessous :

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité
3510	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une activité de traitement physico-chimique	Traitement des GEM-F : 45 t/j Traitement des BECS : 60 t/j Soit un total de 105 t/j
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage des GEM-F en attente de traitement : 260 t Stockage des BECS en attente de traitement : 200 t Stockage autres D3E en transit : 2 t Soit un total de 462 t
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement des GEM-F : 45 t/j Traitement des BECS : 60 t/j Soit un total de 105 t/j

2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Traitement de déchets métalliques : 310 t/j (cisailage : 20 t/h oxycoupage : 2 t/h)
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Regroupement de batteries usagées : 40 t
2711-1	E	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Stockage des GEM-F en attente de traitement : 3 369 m ³ Stockage des BECS en attente de traitement : 1 220 m ³ Stockage autres D3E en attente de traitement : 250 m ³ Soit un total de 4 839 m³
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Surface exploitée de : 5 600 m²
2710-2-b	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	Métaux non ferreux : 290 m³
4725-2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	Quantité de gaz : 3,6 t (72 bouteilles de 50 kg)

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume maximal autorisé
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	Superficie du site	2,4 ha
3.2.2.0	D	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	Surface soustraite à l'expansion de crue dans le lit majeur de la Seine	3 872 m²

ARTICLE 3 : Modification du Chapitre 1.2 « Nature des installations » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

1) L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« La surface totale occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 23 565 m².

Les gros électroménagers produisant du froid (GEM-F) traités dans les installations sont les réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs et autres GEM-F tels que banques de supermarché, bacs glaciers, fontaines à eau, distributeurs de boissons..., ainsi que les ballons d'eau chaude sanitaire (BECS).

Ces déchets proviennent de la région Île-de-France et des régions limitrophes à l'Île de-France.

La quantité maximale de GEM-F stockée en attente de traitement sur le site est de 3 369 m³, soit 260 tonnes, et la capacité maximale de traitement de ces GEM-F est de 50 unités par heure, soit 45 tonnes par jour, soit 15 650 tonnes par an.

La quantité maximale de BECS stockée en attente de traitement sur le site est de 1 220 m³, soit 200 tonnes, et la capacité maximale de traitement de ces BECS est de 100 unités par heure, soit 60 tonnes par jour, soit 20 870 tonnes par an.

Sont interdits dans ces installations, les déchets suivants :

- les déchets dangereux autres que les déchets d'équipements électriques et électroniques et les batteries ;
- les déchets de construction ;
- les déchets ménagers ;
- les déchets verts ;
- les biodéchets ;
- les déchets radioactifs ;
- les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) ... »

2) L'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- des installations de réception et de contrôle des déchets entrants (portique de détection de la radioactivité, 2 pont-bascules) ;
- des installations de traitement des Gros Electroménager (GEM) composées de :
 - quais de livraison PL ;
 - chariots élévateurs équipés de pinces ;
 - un bâtiment industriel, dénommé « D3E », situé à l'Est du site, constitué :
 - d'une zone de stockage des GEM-F en attente de traitement (volume stockage de 3 369 m³) ;
 - d'une ligne de traitement des GEM-F (préparation manuelle, dépollution, broyage, ...) ;
 - d'une ligne de traitement des BECS ;
 - d'un système de captation et de traitement des gaz au charbon actif pour chaque ligne de traitement ;
- en extérieur :
 - une aire de stockage de pellets et briquettes de mousse polyuréthane, située au Sud-Ouest du bâtiment D3E ;
 - une zone de stockage des BECS en attente de traitement (volume stockage de 1 220 m³), situé au Nord du bâtiment D3E ;
 - accolé à l'Ouest du bâtiment D3E :
 - une aire de stockage de verre (31 m²) ;
 - une aire de stockage de fer (54 m²) ;
 - une aire de stockage de plastique (56 m²) ;
 - une aire de stockage de métaux non ferreux (63 m²) ;
 - une aire de stockage des compresseurs (46 m²) ;

- le hangar principal abritant :
 - les bureaux ;
 - les casiers, bacs ou bennes du centre d'apport volontaire de déchets métalliques (ferrailles et métaux non ferreux) et de batteries ;
 - les bennes de stockage des batteries destinées à l'activité de regroupement et transit de déchets dangereux ;
 - des casiers de transit de métaux non ferreux ;
 - une aire de stockage des tournures ;
- en extérieur, des aires de réception et de traitement des déchets métalliques ferreux :
 - stockage des ferrailles à cisailer autour de la grue fixe (capacité de stockage 356 t) ;
 - stockage des ferrailles cisailées en casiers, côté Darse (capacité de stockage de 3 025 t) ;
 - stockage des ferrailles en transit dans des cases alignées le long de la limite de propriété Ouest (capacité de stockage de 325 t pour le « platin » et autres ferrailles et de 45 t pour les fers à béton) ;
 - zone cisaille (cisaille d'une puissance électrique totale de 334 kW et d'une capacité de 20 t/h) située en limite de propriété Ouest ;
 - zone de découpe, placée à l'entrée de la zone cisaille (découpage au chalumeau jusqu'à 2 t/h) ;
 - une grue fixe centrale ;
- un centre d'apports volontaires des D3E hors GEM-F, stockés en casiers ou dans des bacs grillagés. Les volumes de stockage maximaux par typologie de déchets sont : 120 m³ de gros électroménagers hors froid (GEM-HF) à broyer (fours, machine à laver, cuisinières...), 120 m³ de gros électroménagers hors froid (GEM-HF) à prétraiter, 5 m³ de petits appareils ménagers et 5 m³ d'écrans ;
- une station de stockage et de distribution de carburant constituée d'une cuve double enveloppe bicompartimentée GO/GNR, d'une capacité de 20 m³ (10 m³ de GO et 10 m³ de GNR), positionnée dans une rétention, dans un casier béton muni d'un toit, situé vers le parking VL situé au Nord-Ouest du site, et d'un appareil de distribution. Le volume annuel distribué est d'environ 60 m³ ;
- pour l'activité d'oxycoupage, un stock de bouteilles d'oxygène et de propane positionnées dans un casier situé proche de l'entrée du site, à l'écart du chantier, constitué de :
 - 4 cadres de 18 bouteilles d'oxygène, soit 72 bouteilles de 50 kg (3,6 t) ;
 - 4 bouteilles de 35 kg de propane, soit 140 kg ;
- des bureaux et locaux sociaux accolés au centre d'apports volontaires ;
- un bâtiment, situé au Nord-Est du site, abritant les ateliers (maintenance) ;
- un bassin de rétention enterré sous les voiries entre la zone de cisaille et le bâtiment industriel ;
- une station de traitement des eaux pluviales ;
- un bassin d'infiltration des eaux pluviales de toiture situé au Sud-Est du bâtiment industriel ;
- un quai de chargement fluvial ;
- 2 parkings VL.

La capacité de stockage maximale des huiles est de 10 t, soit environ 60 fûts de 200 l, stockés à l'intérieur du bâtiment D3E.

La capacité de stockage maximale du gaz est d'une trentaine de citernes, soit environ 16 t de gaz, stockés dans un casier à l'extérieur du bâtiment.

Les capacités de traitement maximales des GEM-F sont de 50 unités par heure, soit 45 tonnes par jour, soit 15 650 tonnes par an.

Les capacités de traitement maximales des BECS sont de 100 unités par heure, soit 90 tonnes par jour, soit 20 870 tonnes par an.

Le stock maximal de batteries est de 40 t, soit 3 bennes, et le volume d'activité annuel est de 230 t de batteries.

Le volume d'activité annuel de regroupement, tri et traitement des déchets métalliques est de 36 000 t de ferrailles (11 000 t en transit et 25 000 t qui seront traités) et 4 000 t de métaux en transit (hors revente directe inscrite dans le livre de police).

Les périmètres auxquels s'appliquent les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du Livre V du code de l'environnement (IED) sont constitués :

- des quais de réception ;
- des installations de traitement des GEM-F et BECS incluant les équipements nécessaires à l'exercice des activités exercées dans le bâtiment D3E et en périphérie de celui-ci ;
- du stock de pellets de mousse ;
- de la station de traitement des eaux pluviales ;
- du bassin de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- de la zone d'infiltration des eaux pluviales de toiture. »

ARTICLE 4 : Modification de l'article 2.3.2 « Conditions générales d'exploitation » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

Le tableau de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

Unité		Jour d'ouverture	Horaires d'ouverture
Plateforme	Réception	Du lundi au vendredi	08 h – 12 h / 13 h – 17 h
		Samedi	08 h – 12 h
	Production	Du lundi au vendredi	06 h – 20 h
Réception « livre de police »		Du lundi au vendredi	08 h – 12 h / 13 h – 17 h
		Samedi	08 h – 12 h
GEM-F	Réception	Du lundi au vendredi	06 h – 20 h
	Production	Du lundi au dimanche	06 h – 14 h / 14 h – 22 h / 22 h-06 h
BECS	Réception	Du lundi au vendredi	06 h – 20 h
	Production	Du lundi au dimanche	06 h – 14 h / 14 h – 22 h / 22 h-06 h

ARTICLE 5 : Modification du TITRE 3 « Prévention de la pollution atmosphérique » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

1) Le tableau de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

N° de Conduit	Installations raccordées	Combustible
N°1 : Rejet « Traitement gaz et poussières ligne GEM-F »	Système d'aspiration et de recyclage des gaz et poussières – filtration par filtre à charbon actif	Électricité
N° 2 : Rejet « Traitement gaz et poussières ligne BECS »	Système d'aspiration des gaz et poussières – filtration par filtre à charbon actif	Électricité

2) Le tableau de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

N° de Conduit	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Point de rejet traitement gaz ligne GEM-F »	300	5
Point de rejet traitement gaz ligne BECS »	300	5

3) Le tableau de l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètre	Conduit n° 1 et n° 2			
	Concentration en mg/Nm ³	Flux		
		g/h	g/j	kg/an
Poussières	5 mg/Nm ³	3	72	26,28

4) Le tableau de l'article 3.2.4.3 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètre	Conduit n° 1 et n° 2			
	Concentration en mg/Nm ³	Flux		
		g/h	g/j	kg/an
CFC	10 mg/Nm ³	6	144	52,56

5) Le tableau de l'article 3.2.4.4 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètre	Conduit n° 1 et n° 2			
	Concentration en mg/Nm ³	Flux		
		g/h	g/j	kg/an
COVT	15 mg/Nm ³	9	216	78,84

6) Le tableau de l'article 3.2.4.5 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètre	Conduit n° 1 et n° 2			
	Concentration en mg/Nm ³	Flux		
		mg/h	mg/j	g/an
Mercure (Hg)	5 µg/Nm ³	3	72	26,28

7) L'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Les mesures portent sur les rejets suivants, le cas échéant, au regard de l'inventaire prévu à l'article 2.6.2 :

Rejet n° 1 :

- *identification* : rejet « Traitement gaz ligne GEM-F »
- *localisation* : Localisation : en façade arrière du bâtiment « D3E » (côté Est), au niveau de la sortie aval du traitement des filtres CA
- *coordonnées géographiques* (référentiel Lambert II étendu) : X : 611347.28 et Y : 2419968.20

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure
Débit	trimestrielle	-
Poussières	semestrielle	NF EN 13284-1
Retardateurs de flamme bromés	annuelle	Pas de norme EN

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure
Mercuré	trimestrielle	NF EN 13211
PCB de type dioxine	annuelle	NF EN 1948-1, -2 et -4 L'échantillonnage peut aussi être réalisé conformément à la norme CEN/TS01948-5 au lieu de la norme EN 1948-1.
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V)	annuelle	NF EN 14385
PCDD/F	annuelle	NF EN 1948 -1, -2 et -3

Rejet n° 2 :

- identification : rejet « Traitement gaz ligne BECS »
- localisation : en façade Nord du bâtiment « D3E », au niveau de la sortie aval du traitement des filtres CA
- coordonnées géographiques (référentiel Lambert II étendu) : X : 611363.04 et Y : 2420024.97

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure
Débit	trimestrielle	-
Poussières	semestrielle	NF EN 13284-1
CFC	semestrielle	Pas de norme EN
COVT	semestrielle	NF EN 12619
Retardateurs de flamme bromés	annuelle	Pas de norme EN
Mercuré	trimestrielle	NF EN 13211
PCB de type dioxine	annuelle	NF EN 1948-1, -2 et -4 L'échantillonnage peut aussi être réalisé conformément à la norme CEN/TS01948-5 au lieu de la norme EN 1948-1.
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V)	annuelle	NF EN 14385
PCDD/F	annuelle	NF EN 1948 -1, -2 et -3

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies dans un avis publié au Journal officiel concernant les méthodes normalisées de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). ».

ARTICLE 6 : Modification du Chapitre 4.4 « Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

1) L'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées : eaux pluviales qui proviennent des toitures ;
- les **eaux pluviales polluées ou susceptibles d'être polluées** : eaux de ruissellement des voiries et des aires imperméabilisées, eaux de lavage des roues (pendant la phase chantier) ;
- les **eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les **eaux polluées** : les eaux de nettoyage de la zone de dépollution du bâtiment D3E ;
- les **eaux résiduelles après épuration interne** : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur, comme celles du trop-plein de la zone d'infiltration ;
- Les **eaux domestiques** : les eaux sanitaires qui sont ensuite dirigées vers le réseau d'assainissement communal, puis vers la station d'épuration Seine-Amont, située à Valenton ;
- les condensats liés à la récupération des gaz lors de la régénération des filtres à charbon. ».

2) L'article 4.4.3.1 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Les eaux pluviales de toiture du bâtiment D3E sont collectées séparément et dirigées vers une zone d'infiltration située à l'arrière du bâtiment, constituée d'un bassin de 2 m de profondeur, d'une emprise de 465 m² et d'une surface d'infiltration de 200 m² .. Ce bassin permet l'infiltration des eaux pluviales de toiture rejetées pendant les épisodes pluvieux d'intensité faible à modérée. Il est équipé d'un trop plein permettant l'évacuation des eaux pluviales de toiture d'un événement pluvieux important en direction de la Darse (au delà de 530 m³ d'eaux collectées). ».

3) L'article 4.4.3.3 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Les condensats liés à la récupération des gaz lors de la régénération des filtres à charbon sont dirigés vers le réseau de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. ».

4) L'article 4.4.3.4 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Les eaux pluviales polluées ou susceptibles d'être polluées (eaux pluviales de ruissellement) à l'exception des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, les eaux de toiture des bâtiments, les condensats liés à la récupération des gaz et les eaux de nettoyage de la zone de dépollution, sont collectés et dirigés vers un bassin de rétention, enterré sous voiries, d'un volume utile de 500 m³.

Les eaux pluviales sont ensuite dirigées vers une station de traitement d'une capacité de 36 m³/h, au moyen de 2 pompes. Les eaux traitées sont ensuite recueillies par une cuve de stockage de 10 m³ dont l'excédent est évacué vers le milieu naturel (Darse).

Les boues des eaux traitées sont stockées dans un silo de stockage de 100 m³. ».

ARTICLE 7 : Modification du Chapitre 5.1 « Principes de gestion » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

1) l'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Les quantités maximales entreposées sur site sont en cohérence avec les quantités indiquées dans la nature des installations (article 1.2).

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés sont faits régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes : 548,6 t de déchets dangereux, 5 886,5 t de déchets non dangereux, 20,74 t de produits dangereux et 16 t de produits non dangereux.

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> câbles issues des D3E : 25 t en « big-bags » verre issu des D3E : 50 t en bennes déchets non dangereux issus des D3E et autres déchets non désirables indésirables dont fines : 10,5 t en benne ou « big-bags » GEM indésirables PS / laine de verre : 25 t en vrac (couchés et empilés) Mousses de polyuréthane dépolluée issues des GEM-F : 50 t en « big-bags » matières plastiques issues des GEM-F : 75 t en casier couvert Cuivre issu des D3E : 10 t en bac métaux ferrailles issues des D3E : 1 000 t en casier couvert métaux non ferreux issus des D3E : 50 t en bac métaux cuivre issu des D3E : 10 t en bac métaux compresseurs : 200 t dans casier couvert ferraille non traitée ou en transit : 1 006 t en extérieur, au sol ferraille cisailée et/ou découpée à valoriser : 3 025 t en casiers métaux (livre de police) : 87 t dans casiers, bacs ou bennes métaux (stock hangar) : 123 t dans casiers, bacs ou bennes déchets d'activité économiques en transit, bois en transit et papiers/cartons : 150 t
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> GEM en attente de traitement : 260 t en vrac (couchés et empilés ou debout) BECS en attente de traitement : 200 t ; condensateur contenant des PCB : 2 t en bac étanche déchets dangereux divers (interrupteurs à mercure, piles...) : 1,6 t en bacs étanches lampes/néons : 0,5 t en bac huiles issues des D3E : 10 t soit 60 fûts de 200 l gaz issus des D3E : 16 t soit 30 citernes de 900 l dans casier couvert GEM-F indésirables NH₃ : 0,5 t en vrac (couchés et empilés) batteries : 41 t en bacs et bennes à l'abri des intempéries boues et eaux « hydrocarburées » issues du déshuileur : 15 t huiles usagées : 1 t déchets dangereux indésirables : 1 t en bac étanche déchets souillés divers : 1 t

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> gaz d'oxycoupage : 3,74 t (76 bouteilles dans casier béton) carburants GO et GNR : 17 t dans une cuve aérienne double enveloppe bi-compartmentée

».

2) l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Nature des déchets	Code déchet
Déchets non dangereux (DND)	GEM-F avec laine de verre ou PS	20 01 36
	Fines	19 10 04
	Charbon actif usagé	19 09 04
	Filtres usagés	15 02 03
	Ordures ménagères	20 03 01
	Déchets recyclables	20 03 01
	Déchets non dangereux indésirables (déchets d'activités économiques)	19 12 12
	Cordons électriques	17 04 11
	Verre	19 12 05
	Cuivre	19 12 03
	Équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13	16 02 14
	Compresseur	16 02 16
	Ferraille	19 12 02
	Métaux non ferreux	19 12 03
	Plastiques	19 12 04
	Pellets de mousse dégazée	19 12 04
Déchets dangereux (DD)	Condensateurs contenant des PCB	16 02 09*
	Équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC	16 02 11*
	Équipements mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12	16 02 13*
	Interrupteurs à mercure	16 02 15*

	Lampes/néons	16 02 15*
	Autres déchets dangereux (piles...)	16 02 15*
	Gaz (CFC, HCFC, HFC) liquéfié	14 06 01*
	GEM-F NH ₃	20 01 23*
	Équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	20 01 35*
	Indésirables dangereux	19 12 11*
	Déchets dangereux indésirables	19 12 11*
	Huiles	19 02 07*
	Boues du DSH	13 05 02*
	Eaux « hydrocarburées »	13 05 07*
	Huiles usagées	13 02 08*
	Textiles souillés	15 02 02*

Dans tous les documents traçant les déchets produits, l'exploitant associe explicitement chacun de ses déchets aux codes prévus dans la nomenclature mentionnée dans la décision de la Commission du 3 mai 2000 modifiée. ».

ARTICLE 8 : Modification du Chapitre 7.1 « Dispositions générales » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

Le point III de l'article 7.1.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« III. L'ensemble des équipements des lignes de traitement des GEM-F et BECS sont installés à l'intérieur du bâtiment « D3E ».

Le dispositif pneumatique et les dispositifs d'aspiration des légers sont situés au pied du pignon Nord du bâtiment D3E. ».

ARTICLE 9 : Modification du Chapitre 8.7 « Moyens d'intervention en cas d'accident » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

1) Le tableau de l'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection	Semestrielle

incendie	
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Dispositif de contrôle du taux d'oxygène dans les broyeurs	Semestrielle

2) Le point I de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« L'installation est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés et dotée notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1 ;
- d'un système d'alarme incendie ;
- le fonctionnement des broyeurs (GEM-F et BEC) sera possible uniquement si le taux d'oxygène est inférieur à 12 % (arrêt asservi en cas de dépassement) afin de prévenir le risque incendie durant les opérations de broyage ;
- d'extincteurs portatifs (au moins 41) en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un réseau incendie alimenté par le réseau du Port de Bonneuil, constitué d'un poteau incendie et d'au moins 7 robinets d'incendie armés, conformes aux normes en vigueur ;
- d'un système de sprinklage au niveau de la zone de pelletisation (remplissage des big-bags de mousse de polyuréthane) ;
- de systèmes de détection automatique d'incendie adaptés aux locaux / matériels à protéger ;
- de matériels de protection adaptés (système d'inertage à l'azote au niveau de la phase de broyage et de séparation de la ligne de traitement des GEM-F) ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. ».

ARTICLE 10 : Modification de l'Article 9.1.3 « Admission des déchets » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

1) L'article 9.1.3.1 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« I. Les seuls déchets acceptés dans l'unité de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques sont des Gros appareils Électroménagers Froids (GEM-F), tels que les réfrigérateurs, les congélateurs, les climatiseurs et autres GEM-F (banques de supermarchés, bacs glaciers, fontaines à eaux, distributeurs de boissons...), et des ballons d'eau chaude sanitaires (BECS), présentant la même composition que les GEM-F (présence de mousse et mélange de métaux et de plastiques), dont la part ne dépassera pas 15 % en poids du volume total des GEM-F traités. Ces déchets sont codifiés 16 02 11* et 16 02 14 selon la liste des déchets de la décision n°2000/532/CE du 3 mai 2000 de la commission des communautés européennes.

Les autres déchets ne sont pas admis dans cette unité de traitement, et en particulier les déchets dangereux autres que les déchets d'équipements électriques et électroniques, les déchets de construction, les déchets ménagers, les déchets verts, les biodéchets, les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI), les déchets radioactifs et tous déchets dangereux.

II. L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme est réglée au maximum à 3

fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne, est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement est réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 $\mu\text{Sv/h}$.

La benne est protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

III. L'origine géographique des GEM-F et des BECS est la suivante :

- Sud-Est de la région Île-de-France ;
- Autres zones d'Île-de-France et des régions limitrophes à l'Île-de-France.

IV. Sur site, la quantité maximale de déchets entreposés ne peut pas excéder les quantités suivantes :

- 508,6 t pour les déchets dangereux, dont :
 - 260 t de GEM-F en attente de traitement ;
 - 200 t de BECS en attente de traitement ;
 - 2 t de condensateur contenant des PCB ;
 - 1,6 t de déchets dangereux divers (interrupteurs à mercure, piles...) ;
 - 0,5 t de lampes/néons ;
 - 10 t d'huiles issues des D3E ;
 - 16 t de gaz issus des D3E ;
 - 0,5 t de GEM-F indésirables contenant du NH_3 ;
 - 15 t de boues et eaux « hydrocarburées » issues du déshuileur ;
 - 1 t d'huiles usagées ;
 - 1 t de déchets dangereux indésirables ;
 - 1 t de déchets souillés divers ;
- 1 495,5 t pour les déchets non-dangereux dont :
 - 25 t de câbles issues des D3E ;
 - 50 t de verre issu des D3E ;
 - 10,5 t de déchets non dangereux issus des D3E et autres déchets non désirables indésirables dont fines ;
 - 25 t de GEM indésirables PS / laine ;
 - 50 t de mousses de polyuréthane dépolluée issues des GEM-F ;
 - 75 t de matières plastiques issues des GEM-F ; ».
 - 1 000 t de ferrailles issues des D3E ;
 - 50 t de métaux non ferreux issus des D3E ;
 - 10 t de cuivre issu des D3E ;
 - 200 t de compresseurs.

2) L'article 9.1.3.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Article 9.1.3.2 Procédure d'acceptation pour l'unité de traitement des GEM-F et des BECS »

I. L'exploitant de l'installation prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

II. Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par les éco-organismes (ECOSYSTEM ET ECOLOGIC) gérant l'approvisionnement de cette unité, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.

L'installation est équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage.

Un contrôle administratif est effectué lors de la livraison (pesée des convois, contrôle de la radioactivité et contrôle des bons de suivi des déchets) et un contrôle visuel est effectué lors du déchargement des déchets.

III. À chaque réception, la nature des déchets réceptionnés, leur provenance, l'expéditeur et la quantité sont vérifiés et ce contrôle administratif est enregistré informatiquement.

Les déchets qui ne respectent pas les critères d'admission sont systématiquement refusés et orientés vers une filière d'élimination adéquate. Ces refus sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant dispose d'une procédure écrite et rédige des consignes définissant les modalités de réception des déchets.

IV. Après acceptation, les GEM sont déchargés au niveau des quais de réception où est opéré un contrôle visuel afin de détecter tout déchet indésirable (essentiellement des D3E autres que des GEM-F et les BECS).

Ces indésirables sont stockés dans des bacs dans l'attente de leur expédition dans un centre spécialisé.

Les GEM-F sont stockés dans le bâtiment « D3E » dans l'attente de leur prise en charge. La capacité de stockage sera au maximum de 3 369 m³, soit environ 5 200 appareils.

Les BECS sont placés dans l'attente de leur prise en charge dans une zone de stockage en extérieur au Nord du bâtiment de traitement des D3E. La capacité de stockage sera au maximum de 1 220 m³, soit environ 4 000 appareils.

V. Les déchets dangereux introduits dans l'installation de manière accidentelle sont traités par une procédure de refus tracée, dont les justificatifs sont mis à disposition de l'administration.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. ».

ARTICLE 11: Modification de l'Article 9.1.7 « Admission des déchets » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

L'article 9.1.7 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« Article 9.1.7. Stockages extérieurs liés au traitement des GEM-F et BECS »

Article 9.1.7.1 Caractéristiques de l'aire de stockage des pellets et briquettes de mousse polyuréthane

Les pellets et briquettes de mousse polyuréthane sont stockés en « big-bags », au sol, sur une aire dédiée située à l'écart d'autres stockages sensibles (inflammables ou combustibles) : au Sud du site, entre le bâtiment industriel et la zone de cisailage.

Les dimensions de l'aire de stockage d'environ 35 m² sont de :

- longueur : 7.2 m ;
- largeur : 4.8 m ;
- hauteur : 1.8 m.

La capacité maximale de stockage est de 63 m³.

Article 9.1.7.2 Mesures de prévention et de protection

Les installations de stockage extérieur :

- le casier de stockage BECS au Nord du bâtiment « D3E » ;
- le casier de stockage PUR au Sud du site, entre la zone de cisailage et le bâtiment « D3E » ;
- les casiers de stockage des compresseurs, du verre, des métaux ferreux et non ferreux et de plastiques, côté Ouest, le long du bâtiment ;

sont protégées par des blocs de bétons emboîtables d'une hauteur de 4 m et d'une tenue au feu de 240 minutes.

Article 9.1.7.2 Moyens d'intervention

Un RIA et un poteau incendie sont disposés à proximité de cette aire de stockage afin d'être mobilisable en cas de besoin. ».

ARTICLE 12: Modification de l'Article 9.1.10 « Efficacité énergétique » de l'arrêté préfectoral n°2021/01663

L'article 9.1.10 de l'arrêté préfectoral est remplacé par :

« I. L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :

- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;*
- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;*
- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.*

II. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.

III. L'exploitant installe 1 200 modules de panneaux photovoltaïque sur une surface de 2 390 m², répartis et posés sur une structure aluminium solidaire de la charpente métallique de la toiture du bâtiment « D3E ». La puissance installée totale sera de 499kW.

L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [NOR : DEVP1025930A]

En particulier, il met en place les dispositions suivantes :

- mise en place une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs, visible, positionnée à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment ;*
- identification des équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque dans les locaux les abritant ;*
- indications sur les plans du bâtiment les emplacements des locaux techniques onduleurs destinés à faciliter l'intervention des secours ;*
- apposition du pictogramme dédié aux risques photovoltaïques :*
 - à l'extérieur du bâtiment à l'accès des secours ;*
 - aux accès aux locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque et sur les câbles DC tous les 5 m ;*
- indication des consignes de protection contre l'incendie sur la nature et les emplacements des installations photovoltaïques. ».*

L'annexe 1 « Plan de situation de l'établissement » de l'arrêté préfectoral est remplacé par :



ARTICLE 14 – Délais et voies de recours

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

ARTICLE 15 – Diffusion et publication

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie de cette décision est adressée à la mairie de Créteil et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois dont le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 16 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant REVIVAL, mis en ligne sur le site national de l'inspection des installations classées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Le Sous-Préfet

Sébastien HUMBERT